



Après la visite d'Etat du Président de la République au Canada et avant la mise en œuvre de l'accord économique et commercial global euro-canadien, comment structurer la relation entre la France et le Canada ?

**Intervention au cercle France-Amériques,
à l'invitation de l'institut France-Canada
et en partenariat avec la Chambre de commerce France-Canada
Paris, 19 juin 2015**

Monsieur le Président de France-Amériques,
Monsieur le Président de l'Institut France-Canada, cher collègue,
Monsieur le Président de la Chambre de commerce France-Canada,
Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je voudrais tout d'abord remercier nos hôtes pour l'organisation de cette rencontre et de m'offrir ainsi l'occasion de me présenter et d'échanger avec vous, quelques mois après ma prise de fonctions à Ottawa. En ce lieu chargé d'histoire et d'amitiés si profondes entre les deux rives de l'Atlantique, je mesure combien mon propos s'inscrit dans une longue série de réflexions sur la manière d'animer les rapports de toutes natures qui définissent les relations franco-canadiennes. Tout a été dit, maintes fois et d'excellente façon ; pour autant, et c'est le sel de la diplomatie, tant reste à faire, les possibilités d'actions sont infinies, et dans le monde si changeant qui est le nôtre, ma conviction est que la relation entre la France et le Canada n'est non seulement pas anodine ni routinière, mais peut et doit contribuer, de manière significative, aux quatre priorités de notre politique étrangère, telles que Laurent Fabius les a fixées : paix et sécurité ; préservation de la planète ; relance et réorientation de l'Europe ; rayonnement et redressement économique de notre pays.

Ma feuille de route consiste donc à déterminer les priorités bilatérales dans ce cadre, d'éclairer les acteurs publics et privés sur les meilleures opportunités d'action, et de prendre, chaque fois qu'utile ou nécessaire, les initiatives adéquates.

1/ Le contexte est favorable, au lendemain de la visite d'Etat du Président de la République et à l'issue de la négociation réussie de l'accord euro-canadien de libre échange :

La France est la 5^{ème} puissance économique mondiale, l'une des 10 premières puissances exportatrices du monde et le pays le plus innovant d'Europe, notamment dans les industries du transport urbain, de l'aérospatiale, de l'énergie et de l'agroalimentaire. Avec bien sûr les technologies du numérique et les technologies vertes qui y occupent une place de plus en plus importante. La France occupe la 4^{ème} place mondiale en termes de stock d'investissements étrangers et accueille plus de 20 000 sociétés étrangères, qui

emploient près de 2 millions de personnes et représentent plus de 30% de nos exportations. Elle est aussi le 1^{er} pays d'accueil touristique au monde.

Le Canada bénéficie d'une économie saine et de perspectives favorables évaluées à +2% par an jusqu'en 2022. Il cumule une position parmi les leaders industriels mondiaux dans l'aéronautique et l'industrie, le numérique, l'environnement, l'agriculture et l'énergie, et des ressources énergétiques et minérales parmi les plus importantes de la planète qui lui assurent la prospérité à long terme. On dénombre environ **550 entreprises françaises implantées au Canada et 220 entreprises canadiennes implantées en France**.

La France est le 8^{ème} investisseur étranger au Canada, son 9^{ème} fournisseur et son 10^{ème} client.

On ne peut évidemment pas se satisfaire de ces chiffres, et donc pour nous collectivement, l'enjeu porte autant sur les échanges de biens et services (environ 10 Md€ à peu près équilibrés = 5 Md€ dans chaque sens / 3 de biens et 2 de services) **que sur les flux bilatéraux des investissements croisés et du tourisme**, car l'importance de ces derniers structure aussi le commerce bilatéral.

Pour les 10 prochaines années, les perspectives d'évolution de la relation économique France - Canada reposent, notamment avec la mise en œuvre de l'accord économique AECG / CETA, sur :

- Une hausse substantielle de nos échanges (+20 à +30%) ;
- Une augmentation des grands contrats (marchés publics) et des investissements des entreprises françaises au Canada et des entreprises canadiennes en France ;
- Une participation forte des entreprises françaises dans le développement économique au nord du Canada (mines et énergie, infrastructures et tourisme) et des entreprises canadiennes aux grands programmes d'infrastructures français et européens.

La nomination, ce printemps, de **M. Jean-Paul Herteman**, ancien président de Safran, en qualité de représentant spécial du ministre des affaires étrangères et du développement économique pour les relations économiques avec le Canada, témoigne du caractère stratégique de ces enjeux pour le gouvernement français.

2/ Comment, alors, construire sur ces fondations ?

Je suivrai l'ordre des priorités de notre diplomatie :

a) Paix et sécurité

Je suis arrivé au Canada trois mois après l'attentat d'Ottawa et un mois après celui de Charlie Hebdo : j'ai été frappé par l'extraordinaire empathie de l'opinion publique canadienne à notre égard et par la disponibilité des autorités fédérales, tant au ministère de la sécurité publique qu'au ministère de la défense, à renforcer l'action commune contre le terrorisme. Nous avons signé début février un nouveau cadre de coopération globale en matière de défense, fin avril un accord sur le traitement de la radicalisation en milieu carcéral, et nous venons de finaliser un projet d'accord de coopération anti-terroriste.

Les autorités canadiennes m'ont, à plusieurs reprises, fait part de leur admiration devant le degré d'engagement et de leadership de la France, notamment en Afrique sahélienne. Notre vision de la sécurité collective, partout dans le monde, soutenue par un effort budgétaire et industriel qui est sans parallèle en Europe, nous donne une écoute attentive à Ottawa, comme c'est aussi le cas à Washington. Ceci ouvre des perspectives nouvelles de dialogue stratégique et de coopération dans le domaine des équipements. Après plusieurs années d'attentes et, parfois, de frustrations, notre volonté partagée de contrer Daech (la prochaine réunion de la coalition aura lieu fin juillet à Québec) est structurante.

La célébration du centenaire de la première guerre mondiale et la campagne de décorations à l'occasion du 70^e anniversaire de la bataille de Normandie resserrent encore plus ces liens. Nous aurons l'occasion de témoigner de cette union dans le sang lors du centenaire de la bataille de Vimy le 9 avril 2017.

b) Préserver la planète

C'est la priorité immédiate la plus forte : réussir la conférence de Paris en décembre prochain.

A mon arrivée début février, la question climatique était quasiment absente des media canadiens. Vous vous rappellerez que le Président de la République en avait fait une mention appuyée à la chambre des communes, et avait été applaudi par l'ensemble des formations politiques. Mais de fortes questions étaient posées sur le niveau d'ambition que le Canada pourrait se fixer sur la route de Paris, tant en raison des échéances électorales que du discours prédominant qui oppose la cause climatique et la croissance économique tirée de l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta.

En ce mois de juin, la situation a singulièrement évolué : le Canada a soumis aux Nations Unies une contribution nationale qui fixe une cible de réduction de 30 % de ses émissions en 2030, et il s'est rallié au consensus du dernier sommet du G7 visant une économie décarbonée à la fin du siècle. Quelles que soient les opinions qui se sont fait jour à ce sujet, l'évolution est manifeste et est saluée par la présidence française, comme Mme Ségolène Royal eu l'occasion de le faire à la conférence de Montréal le 8 juin. L'équipe de négociation canadienne à la COP21 est parfaitement consciente des enjeux et recherche, avec nous, un accord universel et contraignant. Les provinces canadiennes sont mobilisées et agissent : elles seront représentées au sommet mondial des territoires que la région Rhône-Alpes organise les 1^{er} et 2 juillet.

L'ambassade et les consulats généraux sont en première ligne pour informer, débattre, convaincre : partout où je me suis rendu au Canada, les autorités locales sont convaincues de la nécessité d'investir dans la transition énergétique, et les entreprises canadiennes anticipent toutes une tarification du carbone. L'engagement de la diplomatie française au service de la lutte contre le dérèglement climatique a frappé les esprits et demeurera, après la conférence de Paris, comme un marqueur de notre capacité à agir : impossible n'est pas français.

c) Relance et réorientation de l'Europe

L'image de l'Union Européenne en Amérique du Nord n'a jamais été de bonne facture, soit que le projet européen soit contesté dans ses prémices, soit que ses fragilités et ses hésitations nourrissent les critiques, surtout depuis la crise financière de 2008.

Mais le Canada, comme les Etats-Unis d'ailleurs, ne peut ignorer la puissance et l'ouverture du premier marché mondial développé. La signature de l'AECG en 2014, après dix ans d'une négociation difficile, a marqué une étape décisive : l'essai doit être transformé par la ratification parlementaire. Un débat s'est ouvert sur la contestation du mécanisme d'arbitrage sur les investissements, présent dans l'AECG et proposé dans le TTIP : la France, qui souhaite la ratification de l'accord euro-canadien dans les meilleurs délais, car elle considère que c'est un bon accord, a fait, avec d'autres Etats, des propositions à la Commission Européenne. En attendant, la priorité est l'information et la mobilisation des entreprises dans le nouveau cadre d'échanges du traité : c'est une chance historique pour les entreprises françaises de renforcer leur présence au Canada dans tous les domaines.

Un point sur lequel je souhaite attirer votre attention est l'importance accordée dans cet accord sur les mécanismes de mobilité transatlantique : la France avait ouvert la voie depuis plusieurs années par ses accords de mobilité de jeunes professionnels souscrits avec le gouvernement québécois ; l'AECG généralise ces dispositifs, en faveur de l'ensemble du territoire canadien. Cela suppose naturellement qu'au Canada comme en Europe les crispations périodiques sur les politiques

migratoires n'empêchent pas la vision d'une fluidité des échanges de personnes et d'une facilitation des titres de séjour. Nous travaillons ainsi à mettre fin à la controverse sur les visas des stagiaires et des jeunes professionnels survenue depuis fin février.

d) Rayonnement et redressement économique de la France

Le rayonnement de la France au Canada est intimement lié à notre statut de « nation fondatrice ». Il repose largement sur le partage de notre langue et sur la communauté de valeurs issues de notre histoire commune. L'entrée de Dany Laférière à l'Académie Française le mois dernier témoigne de cette actualité.

L'état de la francophonie au Canada nécessite cependant de nouveaux efforts. L'enseignement et la pratique du français hors du Québec mérite un engagement des pouvoirs publics d'autant plus fort qu'il est attendu : lors de sa visite d'Etat, le Président a conclu une série d'accords universitaires, scientifiques et techniques qui visent à faire de la France un partenaire de premier ordre : j'en ai déjà constaté les effets en Colombie Britannique, au Saskatchewan comme au Nouveau-Brunswick. Les classes d'immersion en langue française recueillent un succès inespéré, augmentant mécaniquement les besoins de formation et de certification linguistiques des enseignants concernés. Ma priorité est de surmonter les barrières traditionnelles qui opposent les trois francophonies canadiennes : celle du Québec, celle des communautés francophones hors Québec et celles des canadiens anglophones qui souhaitent une formation bilingue. Le débat est, vous le savez, empreint de passion ; mais, au siècle de la mondialisation et alors que l'anglais cède du terrain en Amérique du Nord à l'espagnol aujourd'hui et au chinois demain, la francophonie constitue un atout inestimable pour les Canadiens de toutes origines.

Cette francophonie doit naturellement être économique, scientifique et technique : à l'heure de la révolution numérique et énergétique, l'usage du français est essentiel, ne serait-ce qu'en raison de la créativité et du potentiel d'innovation de nos laboratoires et de nos universités : nous promovons partout au Canada la « *French Tech* », et bientôt « *Creative France* ». **Recherchons de nouveaux projets communs plus tournés vers l'innovation** avec l'objectif de faire émerger des projets bénéficiant aux entreprises de 2 pays : nous avons beaucoup de pistes ouvertes avec les matériaux, l'aéronautique, l'agroalimentaire, le plan nord, la stratégie maritime, les transports électriques, l'usine du futur, le numérique,... **Soutenons l'aboutissement d'environ 50 projets d'investissements croisés** par an, dont la majorité interviendrait dans les fonctions prioritaires de recherche et développement, de production, de services à haute valeur ajoutée et d'approche conjointe des marchés, en Afrique et en Asie par exemple.

Mettons enfin en avant les valeurs de la destination France et de la destination Canada pour **accueillir encore plus de touristes et pour des séjours plus longs.**

.....

La France et le Canada sont en position optimale pour relever les défis globaux auxquels nous faisons face : sécurité, en renforçant notre dialogue stratégique et notre coopération opérationnelle ; climatique, en réussissant ensemble la conférence de Paris ; européen, en ratifiant l'AECG ; culturel, en favorisant le bilinguisme et en négociant le virage numérique ; économique enfin, en prenant le lead de l'innovation à l'échelle mondiale.

Le réseau public français au Canada est entièrement mobilisé sur ces objectifs : vous pouvez compter sur notre disponibilité et notre engagement.

Merci.